Une grande partie du « monde arabe » n'est pas du tout arabe. Berbères, Kurdes, Coptes, Assyriens, Nubiens, Yézidis, Mandéens – la région abrite certaines des cultures et des religions les plus anciennes de l'histoire de l'humanité. Pourtant, depuis des décennies, les États arabes ont systématiquement réprimé cette diversité, l'ont arabisée et en ont effacé certaines parties. En revanche, Israël, dépeint comme l'ennemi de la civilisation arabe, est le seul État de la région à protéger les minorités, à promouvoir institutionnellement la diversité linguistique et à cultiver la diversité religieuse comme marqueur d'identité.

Par Mohamed Diwan

Parler du « monde arabe », c'est utiliser un terme qui est lui-même un instrument d'homogénéisation. La région, qui s'étend de la Mauritanie à l'Irak, est présentée comme un espace unitaire arabo-islamique – un récit qui occulte systématiquement la véritable diversité ethnique, linguistique et religieuse de ces territoires. Dans son ouvrage de référence « The Berber Identity Movement and the Challenge to North African States », le politologue Bruce Maddy-Weitzman montre comment les régimes postcoloniaux d'Afrique du Nord ont créé des récits nationaux officiels visant à subordonner les Amazighs à un ordre nationaliste arabe et centré sur l'islam.

Avant la conquête arabe du 7ème siècle, l'Afrique du Nord était le foyer des Amazighs (Berbères) – un peuple dont la présence dans la région remonte à des millénaires avant l'arrivée de l'Islam et de la langue arabe. Selon l'Encyclopaedia Britannica, les Amazighs représentent plus des trois cinquièmes de la population au Maroc et environ un quart en Algérie. Leur langue, le tamazight, n'a été reconnue constitutionnellement comme langue officielle qu'en 2011 au Maroc et en 2016 en Algérie, après des décennies d'oppression. Le linguiste kabyle Salem Chaker a décrit comment le nationalisme arabe a procédé à la négation de l'identité amazighe comme facteur de légitimation politique, faisant ainsi disparaître l'histoire amazighe des programmes scolaires, du discours public et de la mémoire officielle.

L'Égypte était un pays chrétien avant la conquête arabo-islamique de 640. Les coptes – dont le nom vient du grec Aigyptos et qui se considèrent comme les descendants directs de la population pharaonique – ont constitué la majorité pendant des siècles. Aujourd'hui, selon la plupart des estimations, ils représentent environ dix pour cent de la population. Leur déclin a été le résultat d'une dynamique séculaire de discrimination, d'impôt islamique par tête (jizya), de conversions forcées périodiques et d'un système éducatif qui marginalise l'histoire

copte. Même Amnesty International parle de « discrimination persistante à l'encontre des chrétiens coptes en Egypte », à la fois par la loi et dans la pratique ».

Le Tahrir Institute for Middle East Policy documente le fait que les coptes sont largement exclus des postes clés de l'administration, de la justice, de l'armée et de la police égyptiennes et restent massivement sous-représentés au Parlement. Rien que depuis décembre 2016, une série d'attentats contre des églises coptes et des bus de pèlerins – dont l'attentat à la bombe contre la cathédrale copte du Caire (décembre 2016, 25 morts), les doubles attentats du dimanche des Rameaux 2017 (47 morts) et l'attaque contre un bus de pèlerins près de Minja (mai 2017, 28 morts) – ont tué plus de 100 chrétiens.

L'Irak, ce « berceau de la civilisation » où les Sumériens, les Akkadiens, les Assyriens et les Babyloniens ont laissé leur empreinte, offre peut-être l'exemple le plus dramatique d'extinction culturelle. Sous Saddam Hussein, les chrétiens assyro-araméens n'étaient tolérés que s'ils reniaient leur appartenance ethnique et se disaient arabes. Sur les 1,5 million de chrétiens irakiens d'autrefois (estimation avant 2003), il en reste aujourd'hui moins de 200.000, selon la Commission américaine pour la liberté religieuse internationale (USCIRF). Le cardinal Louis Raphaël Sako, patriarche de l'Eglise catholique chaldéenne, a lancé en septembre 2024 un appel à la communauté internationale face à ce déclin catastrophique. Le génocide perpétré par l'État islamique contre les Yézidis du Sinjar en août 2014 a été reconnu comme génocide par les Nations unies.

Au Soudan, l'identité arabe a été imposée pendant des siècles aux populations indigènes. Les Nubiens, dont les royaumes de Koush et de Méroé comptent parmi les plus anciennes civilisations d'Afrique, ont été arabisés sur le plan linguistique et culturel. Les royaumes nubiens étaient autrefois des bastions du christianisme copte ; sous l'État mahdiste au 19e siècle, presque tous les chrétiens restants ont été convertis de force à l'islam. Le politologue Alex de Waal explique comment la politique d'arabisation de Khartoum a conduit à la marginalisation systématique des populations non arabes – une politique qui s'est exprimée de manière sanglante dans les guerres du Darfour, du Kordofan du Sud et du Nil Bleu. Aujourd'hui, le Soudan se définit comme arabe et islamique, bien que sa réalité ethnique et culturelle soit fondamentalement différente.

Les Kurdes – un peuple estimé à 30 millions de personnes – sont le plus grand peuple du monde sans État propre. En Syrie, leur langue a été interdite, leur culture réprimée, des centaines de leurs villages et villes ont été rebaptisés, une « ceinture

arabe » de 350 kilomètres a été créée le long de la frontière, en expropriant les terres kurdes et en les attribuant à des agriculteurs arabes de la défense. Human Rights Watch a documenté cette politique comme un nettoyage ethnique ciblé.

La mécanique de l'homogénéisation

L'arabisation de la région suit un schéma récurrent qui se déploie dans trois dimensions : linguistique, religieuse et identitaire.

La dimension linguistique est le principal instrument d'uniformisation identitaire. L'arabe a été déclaré seule langue officielle dans les États postcoloniaux, au détriment de toutes les autres langues de la région. Le linguiste Gilbert Grandguillaume a montré dans son étude « Arabisation et politique linguistique au Maghreb » comment cette politique linguistique a été utilisée comme un instrument politique de consolidation du pouvoir.

L'araméen, qui était la langue maternelle de Jésus et qui a survécu en Irak et en Syrie en tant que langue liturgique, est en train de disparaître. Le copte, la langue des pharaons, a déjà disparu en tant que langue parlée et n'existe plus que dans la liturgie de l'Église copte. Le nubien est supplanté. Le kurde était interdit en Syrie jusqu'à la guerre civile et réprimé en Irak sous Saddam Hussein. Même le tamazight amazigh n'a été reconnu comme langue seconde en Algérie et au Maroc qu'après des décennies de résistance. Le nationaliste arabe Sati al-Husri a formulé sans détour le principe qui sous-tendait cette politique : « Un Arabe est celui qui parle toujours l'arabe ». Dans la pratique, cela signifiait que celui qui ne parle pas arabe n'existe pas.

La dimension religieuse renforce la dimension linguistique. Dans presque tous les pays arabes, l'islam est la religion d'État et la source de la législation. La liberté de religion existe formellement, mais elle est fortement limitée par les lois sur le blasphème et l'interdiction d'apostasier l'islam. Une analyse réalisée par le Pew Research Center en 2012 a révélé que plus de la moitié des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord punissent l'apostasie par la loi, dans certains cas par la peine de mort. Les communautés chrétiennes se réduisent non seulement à cause de l'émigration forcée, mais aussi à cause d'un environnement dans lequel la construction d'églises est entravée par les autorités, l'accès à la haute fonction est refusé et les mariages interreligieux ne sont de facto possibles que dans un sens – la conversion à l'islam.

Le contre-modèle multiculturel israélien

Israël est le seul État du Moyen-Orient qui incarne l'exact opposé de cette politique d'homogénéisation.

La création de l'État était déjà un acte de résurrection linguistique : la renaissance de l'hébreu comme langue parlée au quotidien par Eliezer Ben-Jehuda est une expérience unique dans l'histoire de l'humanité. Alors que le monde arabe a effacé des langues anciennes, Israël a ressuscité une langue morte. L'hébreu, qui n'existait depuis des siècles que comme langue liturgique et savante, est devenu la langue d'État d'un pays moderne et de haute technologie.

En outre, l'arabe a le statut de « langue à statut spécial » en Israël – une formulation inscrite dans la loi sur l'État-nation de 2018 qui protège explicitement les droits existants de la population arabophone. L'arabe est la langue d'enseignement dans les écoles arabes et druzes, est utilisé sur les panneaux routiers et dans les documents officiels, et les députés arabophones peuvent s'exprimer en arabe à la Knesset. Selon Ethnologue, 38 langues au total sont parlées en Israël.

La diversité religieuse d'Israël est tout aussi remarquable. Outre le judaïsme dans toutes ses tendances – du séculier à l'ultra-orthodoxe en passant par le réformisme et le conservatisme – vivent en Israël des musulmans (sunnites, chiites, ahmadiyya), des chrétiens de diverses confessions (grecque orthodoxe, catholique romaine, arménienne, maronite, copte, protestante), des druzes, des bahaïs (dont le centre mondial se trouve à Haïfa), des Bédouins aux traditions culturelles propres et des Circassiens qui ont conservé leur identité caucasienne.

Les Druzes, bien qu'arabophones, sont reconnus comme une communauté religieuse à part entière et disposent d'une autonomie au sein du système éducatif. Ils servent dans l'armée israélienne et occupent des postes élevés dans l'État et la société.

Ce constat contrasté peut se résumer en un point : Alors que dans une grande partie du monde arabe, les minorités sont systématiquement traitées comme une menace, privées de leurs droits, voire physiquement éliminées, en Israël, elles font partie intégrante de la société et sont protégées par la loi. Le fait que ce soit précisément l'État qui vit institutionnellement la diversité qui devienne la cible d'une diabolisation mondiale révèle une amère hypocrisie : le bruyant « mouvement

anti-israélien » reste obstinément silencieux face aux génocides, aux expulsions et à l'extermination culturelle de millions de personnes dans les États arabes voisins. Le principe cynique suivant semble s'appliquer : 'No Jews, no news' – pour ces activistes, la souffrance ne vaut apparemment un gros titre que si on peut l'imputer à l'État juif, tandis que la disparition réelle de civilisations entières à l'ombre du nationalisme arabe est ignorée.

Mohamed Diwan est un analyste politique arabe